

Bardella chez Farage : 3 choses à retenir de l'opération crédibilisation

7.9.2026 - Jeanne Lebaudy | Institut Montaigne

Le congrès du parti souverainiste de Nigel Farage, Reform UK, se tenait du 3 au 5 septembre dernier. Jordan Bardella s'y est rendu, dans le cadre des efforts du RN pour construire sa crédibilité à l'international tout en montrant son sérieux, alors même que comme Reform UK, le parti est menacé sur sa droite par des concurrents plus radicaux. Mise en scène du rapprochement, immigration, rapport à l'Europe : que retenir de cette rencontre ?

À Birmingham, **le parti souverainiste de Nigel Farage, Reform UK, se voit déjà au pouvoir.** Son congrès annuel, qui s'est tenu du 3 au 5 septembre dans la ville des Midlands de l'Ouest, était placé sous le signe des **100 premiers jours** ("*The first 100 days*") : les premières décisions que prendrait un gouvernement Farage s'il accédait à Downing Street. Au programme : fiscalité, économie, sécurité et, bien évidemment, immigration. Zia Yusuf, chargé des questions intérieures, a même promis un "*retour en masse*" ("*the largest mass deportation operation in modern history*") et le recours à la Royal Navy contre les traversées de la Manche.

C'est dans ce décor que **Jordan Bardella a pris la parole, vendredi 4 septembre.** Une étape de plus dans une tournée internationale qui l'a conduit, dès le lendemain, en Italie au Forum *Ambrosetti* de Cernobbio, rendez-vous feutré des responsables politiques, économiques et financiers européens, qui se tient tous les ans au bord du lac de Côme. À quelques mois de l'élection présidentielle française, le Rassemblement national est bien conscient que sa crédibilité à l'internationale reste à construire : un parti qui prétend pouvoir gouverner la France doit aussi rassurer sur sa capacité à parler au monde - et à être entendu.

Birmingham offre un condensé de cette stratégie, que nous résumons ici en trois principaux points.

"A new Entente Cordiale" : douze ans pour passer de l'anathème à l'alliance

Si la photo Bardella-Farage semble naturelle aujourd'hui, elle ne l'a pas toujours été.

En 2014, Nigel Farage refusait de s'allier avec le Front national (FN) au Parlement européen, invoquant son "*antisémitisme*" et ses "*préjugés*". Marine Le Pen l'accusait alors "*d'agression*" contre son parti. La rupture était aussi bien stratégique qu'idéologique : le chef de ce qui s'appelait encore à l'époque UKIP (*UK Independence Party*) entendait tenir le FN à distance et construire un euroscepticisme britannique distinct de la famille lepéniste. Encore en 2024, Nigel Farage qualifiait le programme économique du RN de "*désastre*".

Le rapprochement entre les deux forces politiques ne date pas de vendredi dernier : **Jordan Bardella et Nigel Farage s'étaient déjà retrouvés à Londres en décembre 2025,** le premier qualifiant le second de "*grand patriote*". En cette rentrée, le ton a définitivement changé. À Birmingham, Jordan Bardella ne lésine pas : il salue celui qui aurait rendu au débat britannique le "*common sense*", célèbre sa victoire récente dans la circonscription législative de Clacton et voit déjà en lui le prochain Premier ministre du Royaume-Uni.

Si les deux hommes peuvent désormais si volontiers s'afficher ensemble, c'est que leurs mouvements ont changé de statut, et de perspectives. **Le RN comme *Reform UK* ne se pensent plus comme des forces de protestation, mais comme des partis susceptibles de prendre les commandes d'un gouvernement.** Surtout, ils ont été dépassés à leur droite par d'autres partis concurrents : Reconquête en France et *Restore Britain* au Royaume-Uni, tous les deux beaucoup plus radicaux ; une dynamique de déplacement du barycentre politique à droite que l'on retrouve, sous des formes différentes, avec *Futuro Nazionale* en Italie ou *Konfederacja* en Pologne. Le déplacement est double : **ces partis se sont normalisés à mesure qu'ils se sont renforcés, et, dans le même temps, l'apparition de concurrents à leur droite a repoussé la frontière de la radicalité.**

Le vocabulaire aussi a changé. **Il ne s'agit plus simplement de partager une tribune entre partis amis, mais de faire la démonstration d'une relation sérieuse entre acteurs politiques crédibles.** Farage présente ainsi le protocole signé avec Bardella comme un accord entre deux futurs gouvernements : "*Our two parties and, we hope and believe, our next two governments*".

"Stop the boats forever" : au premier rang des priorités, toujours l'immigration

Pour le prouver, il fallait davantage qu'une poignée de main. Les deux hommes ont donc signé un *Memorandum of Understanding* (protocole d'accord en français) sur **l'immigration clandestine.**

Le partage des tâches tient en quelques lignes. Un gouvernement Rassemblement national ferait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher les embarcations de quitter les côtes françaises en direction du Royaume-Uni. Les personnes interceptées par les Britanniques après leur départ de France pourraient, elles, être ramenées sur le territoire français, charge ensuite à Paris d'organiser leur retour vers leur pays d'origine. Nigel Farage va jusqu'à lui prêter une efficacité définitive : l'accord doit, selon lui, "*stop the boats forever*".

À première vue, le dispositif frappe par sa fermeté. À y regarder de plus près, sa nouveauté est moins évidente. Depuis août 2025, la France et le Royaume-Uni disposent déjà d'un traité permettant à Londres de renvoyer en France certains migrants arrivés par la Manche, l'accord "un pour un". Ce dernier, négocié par Emmanuel Macron et Keir Starmer, repose sur une contrepartie : pour chaque personne réadmise par la France, une autre peut rejoindre légalement le Royaume-Uni depuis le territoire français, après contrôles. Au 30 juin 2026, 1 087 personnes avaient été réadmises en France et 1 117 transférées légalement au Royaume-Uni, selon les chiffres du Home Office.

Le protocole Bardella-Farage reprend donc le principe qui intéresse Londres (pouvoir renvoyer en France des migrants partis de ses côtes) mais abandonne la principale contrepartie obtenue par Paris. Il ajoute certes des engagements de coopération et de partage des coûts de sécurité ; sur les réadmissions, en revanche, l'équilibre penche nettement vers le Royaume-Uni. D'autant que la coopération opérationnelle n'attend pas non plus Bardella et Farage : **un nouvel accord signé en avril 2026 a déjà renforcé les patrouilles, le renseignement et les moyens consacrés à la lutte contre les traversées depuis le nord de la France.**

Le document, qualifié d'"historique" par Nigel Farage lui-même, l'est donc surtout par sa mise en scène. **Il n'engage aucun État, puisqu'il lie deux partis d'opposition ;** il reprend des instruments qui existent déjà et, sur son volet le plus spectaculaire, **propose à la France une équation moins favorable que celle dont elle dispose aujourd'hui.**

Son intérêt est ailleurs : *Reform UK* et le Rassemblement national **négoient déjà entre eux comme s'ils étaient au pouvoir**. La Manche devient leur premier exercice de diplomatie anticipée - et peut-être aussi sa première limite. Jordan Bardella le reconnaît à sa manière : *"Together, we must take back control of our borders."* La formule dit presque tout du paradoxe : pour reprendre le contrôle, il faut commencer par coopérer.

"More British and more French" : l'Europe sans l'Union ?

Jordan Bardella profite de Birmingham pour esquisser une doctrine entre souverainistes : *"Sovereignty does not mean rejecting alliances, it means rejecting dependence."* [Souveraineté ne signifie pas rejet des alliances, mais rejet des dépendances]. Puis il déroule : défense, nucléaire, intelligence artificielle, sécurité maritime. Autant de domaines dans lesquels Français et Britanniques devraient, selon lui, agir ensemble - et sur lesquels les deux partis agiront une fois au pouvoir.

La distinction est habile. Elle permet au RN de répondre à une vieille objection : comment concilier le retour des souverainetés avec la nécessité, de plus en plus admise des deux côtés de la Manche, d'agir à l'échelle continentale ?

Le président du RN prend soin, pour cela, de **dissocier le Vieux continent de ses institutions**. Le Brexit doit être respecté parce qu'il procède d'un choix démocratique ; mais quitter l'Union ne signifie pas, dit-il, quitter la *"civilisation européenne"*. L'Europe serait avant tout *"une histoire, une culture et une civilisation"* (*"a history, a culture and a civilisation"*), avant d'être la bureaucratie bruxelloise.

Le Royaume-Uni devient alors un partenaire particulièrement utile au récit de Jordan Bardella. Il permet d'étayer l'idée qu'une coopération européenne dense peut exister sans une intégration politique toujours plus poussée. Selon lui, *"we do not need to become less French or less British to join forces. Quite the opposite."* [*"nous n'avons pas besoin d'être moins français ou moins britannique" pour unir nos forces. C'est même plutôt l'inverse."*]

Le protocole d'accord signé à Birmingham en est une miniature. Mais si le protocole migratoire doit préfigurer cette Europe des coopérations souveraines, l'exercice est pour l'heure plus probant dans sa scénographie que dans son contenu. Un texte sans valeur juridique, qui double largement des dispositifs existants et dont la disposition phare est moins favorable à la France que l'accord actuellement en vigueur : la démonstration reste mince.

Reste, par ailleurs, à savoir si la méthode résiste à des sujets autrement plus épais : défense, nucléaire, commerce ou intelligence artificielle.

À vouloir reprendre chacun le contrôle de sa rive, Jordan Bardella et Nigel Farage ont fini par se retrouver au milieu de la Manche. Encore faut-il voir lequel des deux y gagne la traversée.

Copyright Paul ELLIS / AFP

Nigel Farage et Jordan Bardella à Birmingham le 4 septembre 2026

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/bardella-chez-farage-3-choses-retenir-de-loperation-c-redibilisation>